

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFICA

BP 13

51110 Bazancourt

Références : D3 i 2026-261

Code AIOT : 0005701583

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement AFICA implanté 19 RTE DE BAZANCOURT 51110 Isles-sur-Suippe. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, s'effectue dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFICA
- 19 RTE DE BAZANCOURT 51110 Isles-sur-Suippe
- Code AIOT : 0005701583

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AFICA est autorisée par arrêté préfectoral n° 2019-A-53-IC à exploiter une fonderie de métaux et alliages non ferreux sous les rubriques 2546, 2552 et 3250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site est composé de 2 lignes de production, de 4 fours et d'une ligne de coulée continue.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Réutilisation des eaux pluviales	AP Complémentaire du 30/04/2019, article 4.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Infiltration des eaux de lavage	AP Complémentaire du 30/04/2019, article 4.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	AP Complémentaire du 30/04/2019, article 8.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	AP Complémentaire du 30/04/2019, article 4.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Valeurs limites dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 30/04/2019, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
9	Mesures comparatives	AP Complémentaire du 30/04/2019, article 8.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Traitement des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Mesures continues	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 30/04/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Système de management environnemental	Règlement européen du 16/06/2016, article 1.1.1	Sans objet
8	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater un certain nombre d'écarts sur :

- la gestion des eaux rejetées et le respect des valeurs limites d'émission ;
- les rejets atmosphériques, et notamment les mesures continues sur le paramètre poussière.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint à ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2019, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE			
Prescription contrôlée :			
Désignation	Rubrique	Régime	Quantité/Unité
Traitement des minerais non ferreux, élaboration et affinage des métaux et alliages non ferreux (à l'échelle industrielle) - 2 fours de fusion d'une puissance totale de 2x500 = 1 000kW - 1 four de fusion d'une puissance de 1500 kW - 1 four de maintien d'une puissance de 250 kW - 1 système de coulée continue d'une	2546	A	Capacité de production : 100 t/j

continue d'une puissance de 70 kW			
Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celles relevant de la rubrique 2550), la capacité de production étant supérieure à 2 t/j	2552.1	A	Capacité de production : 100 t/j
Transformation des métaux non ferreux : fusion y compris alliages des métaux non ferreux incluant des produits de récupération et exploitation de fonderie de métaux non ferreux avec une capacité de fusion supérieure à 4 t/j pour le plomb et le cadmium et à 20 t/j pour les autres métaux	3250.b	A	Capacité de production : 100 t/j
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la	2713.1	A	Surface d'entreposage : 3 135 m ²

2711 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ² - Hall de stockage de produits de négoce et des sous-produits de fusion - Hall de réception et de tri de déchets de métaux non ferreux avant fusion et valorisation sous forme de lingots			
---	--	--	--

A : autorisation

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique à l'Inspection que sa production actuelle est d'environ 40 t/j. Il est en capacité de produire environ 60 t/j.
Par sondage, l'Inspection ne constate pas de modification sur le classement ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement) de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/06/2016, article 1.1.1

Thème(s) : Situation administrative, IED-MTD

Prescription contrôlée :

Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

- a) engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
- b) définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue de l'installation ;
- c) planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;
- d) mise en œuvre des procédures, axée sur les aspects suivants :
 - i) organisation et responsabilité ;
 - ii) recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - iii) communication ;
 - iv) participation du personnel ;
 - v) documentation ;
 - vi) contrôle efficace des procédés ;
 - vii) programmes de maintenance ;
 - viii) préparation et réaction aux situations d'urgence ;
 - ix) respect de la législation sur l'environnement ;

<p>e) contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :</p> <p>i) surveillance et mesure (voir également le document de référence relatif à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau provenant des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles - ROM) ;</p> <p>ii) mesures correctives et préventives ;</p> <p>iii) tenue de registres ;</p> <p>iv) audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;</p> <p>f) revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction ;</p> <p>g) suivi de la mise au point de technologies plus propres ;</p> <p>h) prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;</p> <p>i) réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur. L'établissement et la mise en œuvre d'un plan d'action sur les émissions diffuses de poussières (voir MTD 6) et l'application d'un système de gestion de la maintenance axé en particulier sur la performance des systèmes de dépoussiérage (voir MTD 4) font également partie du SME.</p> <p>Applicabilité</p> <p>La portée (par exemple le niveau de détail) et la nature du SME (normalisé ou non normalisé) dépendent en général de la nature, de l'ampleur et de la complexité de l'installation, ainsi que de l'éventail de ses effets possibles sur l'environnement.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'Inspection a constaté la conformité du SME (système de management de l'environnement) mis en place par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • politique QSE (qualité, sécurité, environnement) mise en place ; • élaboration de mode opératoire pour les situations d'urgence et réalisation d'un exercice de déversement accidentel en mai 2025 ; • veille réglementaire réalisée par un prestataire ; • audit externe réalisé par l'AFNOR en juin 2025, ayant détecté des écarts concernant les situations d'urgence (absence de mise en pratique des moyens mis à disposition pour lutter contre un déversement accidentel) et présence de tâches d'huile au niveau du sol de l'aire de charge et d'entretien des chariots ; • revue du SME une fois par an lors de la revue de direction avec proposition d'axes d'amélioration. <p>L'exploitant possède la certification ISO 14 001.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : Réutilisation des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2019, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau - IED-MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :</p>

Origine de la source	Consommation maximale annuelle
Réseau public	2000 m ³

Sous un an, l'exploitant examine la faisabilité d'un recyclage des eaux pluviales et en transmet le résultat à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courrier électronique du 23/03/2026, l'exploitant a transmis une étude de faisabilité pour le recyclage des eaux pluviales, datée de février 2026. Cette étude succincte ne permet pas de conclure sur la faisabilité technico-économique du recyclage des eaux pluviales. De plus, elle conclut que la mise en place d'un système de recyclage généralisé ne présente pas actuellement de bénéfice environnemental ou économique significatif pour le site.

Or, s'agissant d'une MTD (Meilleure Technique Disponible) à caractère « applicable d'une manière générale », la non applicabilité de celle-ci doit faire l'objet d'une analyse technico-économique, appuyée de justificatifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, en transmettant une analyse technico-économique, appuyée de justificatifs, se basant sur le contexte technique ou local (spécifique à l'installation). En cas de non faisabilité, l'analyse doit garantir une protection de l'environnement équivalente à l'application de la Meilleure technique disponible (MTD) conformément à l'article R. 515-62 II, sous un délai de 3 mois.

Cette demande sera accompagnée de propositions de mesures réductrices permettant d'atteindre au mieux les objectifs et performances attendues et démontrant qu'il s'agit d'un optimum technico-économique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Infiltration des eaux de lavage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2019, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents - IED-MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux de lavage des engins
- eaux pluviales de toitures et de voiries (ces eaux ne sont pas séparées).

Aucune eau de process n'est générée par l'établissement. Les éventuelles opérations de

nettoyage réalisées au droit des zones de production ou de stockage sont réalisées sans générer d'effluents aqueux émis à l'extérieur.

Les eaux pluviales sont traitées par deux séparateurs/débourbeurs avant d'être rejetées dans le bassin d'infiltration.

Les eaux de lavage des engins sont traitées spécifiquement par le séparateur d'hydrocarbures de l'aire de lavage. Ces eaux sont également analysées avant mélange avec les eaux pluviales afin de s'assurer de la compatibilité des eaux.

Sous un an, l'exploitant examine la faisabilité d'une solution alternative à l'infiltration des eaux de lavage des engins. Il transmet sous le même délai ses propositions et un échéancier de réalisation des travaux à l'inspection des installations classées.

Le site n'est pas à l'origine de rejets d'eaux industrielles autres que celles mentionnées dans cet article.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'établissement est à l'origine des effluents suivants :

- eaux de lavage des chariots utilisés pour le transport des matières premières et des produits finis. Le lavage des chariots est effectué hebdomadairement (vendredi) et rejette environ 1 m³. Les eaux de lavage sont ensuite dirigées vers un premier séparateur à hydrocarbures, puis transitent vers une cuve, avant d'être de nouveau dirigé vers un second séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'infiltration.
- eaux de ruissellement issues de la zone d'aire de lavage des chariots dont la gestion est identique aux eaux de lavage des chariots. ;
- eaux de ruissellement des toitures et des voiries dirigées vers un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'infiltration.

L'ensemble des eaux convergeant vers le bassin d'infiltration sont directement infiltrées dans le sol.

L'exploitant indique que le prélèvement d'eau pour analyse est réalisé à la sortie du conduit, situé en amont du bassin d'infiltration. Le prélèvement est réalisé à l'aide d'une canne de prélèvement. Le prélèvement des eaux de ruissellement s'effectue uniquement lorsqu'il pleut.

L'exploitant indique qu'une analyse des eaux de lavage seules a été réalisée en 2024 et en 2025.

Par courrier électronique du 23/03/2026, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses de ses eaux de 2024 et 2025.

L'exploitant indique que le compte-rendu daté de juin 2025 concernerait le prélèvement des eaux de lavage. Or, il est indiqué sur le rapport que « Le prélèvement a été réalisé le 26 juin 2025 par vos soins, un jour de pluie. ». Cette mention ne corrobore pas les éléments indiqués par l'exploitant. En effet, le prélèvement a été réalisé un jeudi (le 26 juin 2025) et un jour de pluie, ce qui laisse à penser qu'il s'agit d'un prélèvement des eaux de ruissellement et non des eaux de lavage. D'autre part, le commentaire apporté par l'exploitant sur GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) indique que les dépassements constatés lors de cette analyse « trouvent leur origine dans le lessivage des surfaces imperméabilisées du site lors d'un épisode pluvieux intervenu après une période prolongée de temps sec ».

D'autre part, l'exploitant n'a pas été en capacité de transmettre son étude sur la faisabilité d'une solution alternative à l'infiltration des eaux de lavage des engins. Néanmoins, l'exploitant indique avoir relancé les études et qu'une solution sera mise en place durant l'été 2026. Il envisage de rejeter les eaux de lavage vers le réseau d'eaux usées de la commune d'Isles-sur-Suippe. L'Inspection rappelle à l'exploitant de s'assurer auprès du gestionnaire du réseau des eaux usées de la faisabilité de ce projet.

Pour rappel, l'infiltration d'effluents autres que les eaux pluviales est interdit dès lors que les rejets contiennent une des substances relevant de l'annexe de l'arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, sous un délai de 3 mois :

- en transmettant les justificatifs de réalisation d'une analyse de ses eaux de lavage ; sous un délai de 6 mois :
- en transmettant une analyse technico-économique concernant la solution alternative à l'infiltration des eaux de lavage des engins, appuyée de justificatifs. Il transmet sous le même délai ses propositions et un échéancier de réalisation des travaux à l'Inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2019, article 8.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Un prélèvement des eaux pluviales avant mélange avec les eaux de lavage des engins est effectué tous les ans sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux articles 4.3.4 et 4.3.5.

Article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 30/04/2019 :

Les eaux de lavage des engins de manutention à l'extérieur du bâtiment sont contrôlées séparément avant mélange avec les eaux pluviales et rejetées au bassin d'infiltration avec si elles respectent les valeurs limites précisées ci-dessous. Ces valeurs limites sont contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

- température inférieure à 30 °C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- concentrations instantanées maximales :

Paramètre	Concentration instantanée maximale (mg/L)	Norme
Matières en suspension totales	35	NFT 90105
DBO5 (sur effluent brut)	10	NFT 90103
DCO (sur effluent brut)	50	NFT 90101
Azote global	4	NFT 90110, 90012, 90013
Phosphore	0,2	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	1	NFT 90114
Cuivre	0,5	NFT 90022
Chrome	0,5	NFEN 1233
Zinc	2	NDT 90112

Constats :

Par courrier électronique du 23/03/2026, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses de ses eaux pluviales de 2024 et 2025. Ces rapports font état de dépassements réguliers des valeurs limites d'émission (VLE) définies :

- MES : 4 dépassements sur 5 analyses ;
- Phosphore : 4 dépassements sur 5 analyses ;
- Zinc : 3 dépassements sur 5 analyses ;

- Cuivre : 2 dépassements sur 5 analyses (les 2 dépassements ont eu lieu en 2025) ;
- DCO : 2 dépassements sur 5 analyses

Un dépassement est recensé sur le paramètre DBO5 en 2024.

L'exploitant a également transmis une note d'analyse des eaux pluviales de novembre 2025. L'exploitant y indique que ces dépassements s'expliquent principalement par la nature du rejet. Il s'agit d'« *eaux pluviales de ruissellement issues de surfaces industrielles (voiries, zones de circulation des engins, aires de stockage et toitures)*. *Entre la date du curage et le prélèvement, les surfaces du site ont été exposées à des périodes sèches, favorisant l'accumulation de particules minérales et de résidus métalliques. Lors de l'événement pluvieux ayant conduit au prélèvement, ces polluants ont été remis en suspension et entraînés vers le réseau, phénomène communément appelé « effet de première pluie ».* » Il y est également indiqué que l'exploitant a débuté, en 2024, des travaux de réfection d'une partie de la toiture. Le stockage du matériel, de la toiture déposée et des engins de manutention utilisés pour les travaux ont pu engendrer un apport en MES et en métaux (notamment cuivre et zinc).

D'autre part, l'exploitant a indiqué, dans son commentaire sur GIDAF concernant l'analyse des eaux de juin 2025, avoir mis en place plusieurs actions correctives, qui n'ont pas permis de revenir à la conformité.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que les non-conformités relevées sont concomitantes avec le début des travaux de réfection de la toiture.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport d'analyse des eaux de 2023, car le prélèvement n'a pas été réalisé, suite à une période de sécheresse.

L'analyse des eaux de 2022 présentée par l'exploitant a permis de constater des écarts aux VLE pour les paramètres suivants :

- DBO5 : 83 mg/L pour une VLE de 10 mg/L ;
- Phosphore : 0,23 mg/L pour une VLE de 0,2 mg/L.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, en respectant les articles 8.2.2 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/04/2019 sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2019, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à la nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant réalise un prélèvement de ses eaux pluviales au niveau du conduit amenant les eaux pluviales vers le bassin d'infiltration. Le prélèvement est ensuite envoyé pour analyse par un laboratoire extérieur. Les eaux pluviales sont infiltrées dès leur arrivée dans le bassin d'infiltration.

Des dépassements réguliers des VLE ont été constatés en 2024 et 2025 (voir constat n°5). Ces eaux pluviales polluées n'ont pas fait l'objet d'une élimination vers les filières de traitement des déchets appropriés.

Pour rappel, l'arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées stipule que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées "doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement" et qu'"elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, en respectant l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/04/2019 sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Valeurs limites dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2019, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Émissions de particules

	Cheminée générale (****)		
	Concentration (**) mg/Nm ³	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg) (***)
Poussières totales	0,100	10,00	49,00
Cd (cadmium et composés)	0,002	0,17	0,80
As (arsenic et composés)	0,001	0,10	0,48
Pb (plomb et composés)	0,014	2,40	7,00
Cr (chrome et composés)	0,003	0,34	1,70
Cu (cuivre et composés)	0,003	0,34	1,70
Ni (nickel et composés)	0,005	0,51	2,50

Métaux totaux (*)	0,060	6,00	30,00
-------------------	-------	------	-------

* antimoine + chrome + cobalt + cuivre + étain + manganèse + nickel + vanadium + zinc et leurs composés.

** le prélèvement a une durée de 6 heures minimum pour les dioxines et furannes et de 4 heures pour les autres polluants.

*** la durée maximale de fonctionnement des installations est de 4800 heures par an.

**** le débit maximal à la cheminée est de 11000 Nm³/h et l'en semble des fours doit être en fonctionnement lors des prélèvements. Les flux sont déterminés pour le rejet général résultant des fours et des autres postes raccordé : sécheur à tournure, hall de chargement des véhicules, etc. décrits à l'article 3.2.2.

Autres gaz :

Les valeurs limites d'émissions suivantes de composés organiques volatils (COV) émis par le sécheur à tournures ne doivent pas être dépassées (exprimées en carbone total) :

Paramètre	Concentration en mg/Nm ³ (en sortie du sécheur à tournures)
COVT	30

Les flux sont déterminés pour les deux captations du sécheur à tournures.
La réception de tournures souillées par des huiles chlorées est interdite.

Les valeurs limites d'émissions de dioxines et furannes suivantes ne doivent pas être dépassées

Paramètre	Concentration en ng/Nm ³	Flux maxi annuel total en g/an
Dioxines et furannes exprimés en I-TEQ*	0,07	0,024

*La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminées selon les indications ci-dessous.

Pour déterminer la concentration totale en dioxines et furannes comme la somme des concentrations en dioxines et furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dioxines et furannes énumérées ci-après par les facteurs d'équivalence suivants (en utilisant le concept d'équivalent toxique) :

		Facteur d'équivalence toxique
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzodioxine (TCDD)	1
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD)	0,01
Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0,001	
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF)	0,1
2,3,4,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,5

1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,05
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
2,3,4,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
1,2,3,4,7,8,9	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
Octachlorodibenzofuranne (OCDF)	0,001	

Constats :

Par courrier électronique du 23/03/2026, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse de ses rejets atmosphériques pour 2024, 2025 et 2026.

Dans le rapport du 06/03/2026, l'Inspection constate certains écarts à la prescription :

- les mesures doivent être réalisées lorsque l'ensemble des fours sont en fonctionnement. Or, le prélèvement du 09/02/2025 a été réalisé avec uniquement 2 fours en fonctionnement.
- la concentration pour le paramètre COVT doit être mesurée au niveau de la sortie du sécheur à tournures. Or le prélèvement a été réalisé au niveau du conduit de la cheminée générale.
- la durée de l'échantillonnage pour le paramètre COV est de 30 min pour chacune des 3 mesures réalisées, alors que la prescription est de 4 heures minimum.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 an, l'exploitant transmet à l'Inspection un rapport de vérification des rejets atmosphériques, justifiant la résorption des écarts mentionnés dans le constats (ensemble des fours en fonctionnement, mesure du COVT au niveau de la sortie du sécheur à tournures, bonne durée de l'échantillonnage du paramètre COV).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'il réalise une maintenance annuelle sur son unité de traitement des poussières : changement des pré-filtres et finisseurs sur les ASPI 1 et 2, changement des cartouches sur l'ASPI 3. La maintenance s'effectue à l'arrêt de l'installation. Il indique également que les mesures en continue sur les poussières et de la perte de charge lui permettent de détecter une anomalie sur son unité de traitement des poussières. L'exploitant n'a pas enregistré d'indisponibilité de son système de traitement. Par sondage, l'Inspection ne constate pas d'écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2019, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures continues poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection</p>

<p>des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Sans préjudice des dispositions d'auto surveillance mises en œuvre par l'exploitant, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant ne réalise pas de mesures comparatives de ses sondes de mesure des poussières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs de réalisation des mesures comparatives.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Traitement des effluents gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures continues poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une mesure continue de ses rejets en poussière afin de s'assurer du bon fonctionnement de son unité de traitement des poussières. Cette mesure est asservie à une alarme en cas de dépassement du seuil fixé par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant ne rapporte pas sur un registre les résultats de sa mesure continue. Il n'a donc pas été en capacité de communiquer les valeurs obtenues lors de sa mesure sur les émissions de poussières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, en respectant l'article 18 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 sous un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Mesures continues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures continues poussières
Prescription contrôlée : [...] les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. [...]
Constats : L'exploitant ne réalise pas de calibrage de ces appareils et ne peut pas justifier de la fiabilité, la répétabilité et la reproduction de ces mesures continues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs du calibrage de ses appareils de mesure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois